



## FICHER ÉLECTORAL

# Le cap de 40 millions d'inscrits déjà franchi

Près de quarante millions d'électeurs se sont inscrits sur les listes électorales depuis juillet 2016, à en croire la Centrale électorale. Un record pour cette institution d'appui à la démocratie qui a tablé sur quarante-deux millions d'électeurs au départ. C'est dire qu'elle se rapproche de l'objectif en atteignant le seuil de quarante millions d'électeurs, soit 95 % en termes du taux réalisé.

Une performance à mettre à l'actif du gouvernement qui, selon des indiscretions, pourvoit seul aux différentes dépenses y relatives dans un contexte de marasme socio-économique pour un montant estimé à près de 400 millions de dollars. Seul 6% du montant serait financé par les partenaires sur une somme de 123 millions de dollars prévus pour la tranche de 2017-2019, apprend-on.

Page 4



Un centre d'inscription d'électeurs à Kinshasa



L'hôpital de référence de Kinshasa ex Mama Yemo

## HÔPITAUX PUBLICS

## Bientôt, du service minimum à la grève totale !

Les hommes en blouse blanche, qui se sont mis en « service minimum » depuis mai dernier sont sur le point de radicaliser leur position cette semaine si le gouvernement ne répond pas à leurs revendications sociales avec, à la clé, la révision de leur barème de rémunération au regard de la dépréciation de la monnaie locale face aux devises étrangères. Le dialogue enga-

gé entre les représentants de l'Exécutif national et les syndicalistes est au point mort.

La crispation est telle que les deux syndicats les plus en vue, à savoir, le Synaméd et le Syméco ont résolu d'unir leurs forces pour avoir gain de cause dans leur quête du mieux-être.

Page 3

## PRISON CENTRALE DE MAKALA

## L'état de santé de Franck Diongo très préoccupant

L'état de santé du président du Mouvement lumbumbiste progressiste (MLP) est suffisamment alarmant. L'opposant incarcéré dans la prison centrale de Makala est sérieusement malade. Il a été admis dans un centre hospitalier de la capitale depuis près d'une semaine déjà. Vu l'aggravation de son état de santé, son évacuation à l'étranger pour des soins appropriés est souhaitée.

Pour rappel, le député national Franck Diongo avait été arrêté en décembre 2016. Les juges de la Cour suprême de justice l'ont reconnu coupable d'« arrestation arbitraire et de détention illégale aggravée », pour avoir séquestré dans son domicile des éléments de la garde présidentielle.

Page 2

## HUMANITAIRE

## Environ 450 mille réfugiés sur le sol congolais

Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui donne ces chiffres, estime l'enveloppe pour mener à bien ses opérations dans le pays à 263 millions de dollars américains alors qu'elle n'a reçu des donateurs, jusqu'à ce jour, que 39 millions, l'équivalent de 17 % de l'enveloppe attendue. A en croire cette agence onusienne, outre les ressortissants du Rwanda voisin, la RDC compte également à ce jour 10.200 réfugiés centrafricains, plus de 80 mille sud-soudanais et près de 44 mille burundais. La majorité de ces personnes se trouve entre autres dans le camp de Lusenda, au Sud-Kivu.



Des réfugiés dans un site en RDC

Page 3

## GLISSEMENT DE TERRAIN À TARA

## Plusieurs corps toujours enfouis dans les décombres

Le village des pêcheurs érigé au pied de montagne a été quasiment rasé à la suite de la pluie torrentielle qui s'est abattue le 16 août entraînant un glissement de terrain ayant fait plus d'une centaine de morts. Aujourd'hui encore, des recherches se poursuivent pour retrouver des corps enfouis sous les décombres.



Des glissements de terrain sont fréquents en RDC

Cela fait près d'une semaine depuis le drame survenu sur le bord du lac Albert dans la province de l'Ituri précisément au village de Tara. Le glissement des terres, qui s'est produit le 16 août dans ce camp de pêche consécutif à une forte pluie, a causé d'énormes dégâts humains. Près de deux cents personnes ont péri, selon diverses sources et près de cent cinquante autres portées disparues. Côté officiel, le bilan qui du reste évolue au fur et à mesure que les corps sont retrouvés par les chercheurs faisait initialement état de quarante-sept morts et cent cinquante-sept disparus. Sur place, les recherches se poursuivent avec intensité pour retrouver les corps encore enfouis dans les décombres. Des ONG ainsi que les services locaux s'y attellent avec des moyens de bord pour déblayer les gravats et tenter de sauver des vies en synergie avec une équipe venue de Kinshasa. « Nous estimons au moins une centaine de corps ensevelis sous les décombres de ces grosses pierres qui sont tombées sur les quarante-huit maisons détruites », a déclaré le vice-gouverneur de l'Ituri, Pacifique Keta. Ces recherches se sont relancées après un moment d'interruption décrété par l'autorité

provinciale « pour privilégier la désinfection du milieu » afin de prévenir la propagation des maladies sur plusieurs autres villages de pêcheurs installés le long de la rive du lac Albert.

Le ministère de la Solidarité et des Actions humanitaires a été instruit de prendre, de toute urgence, des dispositions utiles pour venir en aide aux sinistrés en leur apportant des dons et des vivres. Entre-temps, des messages de condoléances à l'endroit des sinistrés n'ont cessé d'affluer sur un fond de critique acerbe vis-à-vis du gouvernement accusé par l'opposition de ne pas prendre des dispositions utiles en amont pour prévenir ces genres de catastrophes naturelles. « Le gouvernement a démontré ses limites. Il devient un gouvernement qui ne fait que des funérailles partout. Les gens meurent et il y a des groupes armés qui tuent. C'est un gouvernement incapable de sécuriser et de prévenir des catastrophes humanitaires », a déploré Vital Kamerhe. Le président de l'UNC a, par ailleurs, affirmé avoir été empêché par la police de se rendre à Tara (Territoire de Djugu) où s'est produite la catastrophe.

Alain Diasso

## PRISON CENTRALE DE MAKALA

## L'état de santé de Franck Diongo très préoccupant

Ses proches sollicitent son évacuation à l'étranger pour des soins appropriés.

L'état de santé du président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), l'opposant Franck Diongo, est suffisamment alarmant. Des informations qui concordent affirment que ce député national incarcéré dans la prison centrale de Makala est sérieusement malade depuis quelque temps. Ces sources notent, en effet, qu'il a été admis dans un centre hospitalier de la capitale depuis près d'une semaine déjà. Mais ces dernières continuent de plus en plus à craindre pour l'aggravation de son état de santé. Elles estiment, par ailleurs, qu'il faut l'évacuer à l'étranger en vue de suivre des soins appropriés.

Relevant son titre de député national, son avocat, Me Laurent Onyemba, lance un appel pour son évacuation à l'étranger. « L'état de santé de l'honorable Franck Diongo est suffisamment alarmant. Et il est regrettable de voir que jusqu'à ce jour, le gouvernement n'a pas pris des dispositions pour l'évacuer. Quand la situation sanitaire se détériore, l'État a l'obligation de la sécuriser. C'est quand même un député national », a-t-il fait constater sur les ondes de Radio Okapi.

Il est noté que le député national Franck Diongo avait été arrêté en décembre 2016. Les juges de la Cour suprême de justice l'ont reconnu coupable d'« arrestation arbitraire et de détention illégale aggravée », par ce qu'il aurait séquestré dans son domicile des éléments de la garde présidentielle et l'ont condamné, le 28 de ce même mois, à cinq ans de servitude pénale principale, à l'issue d'un procès très critiqué par les avocats du député et ses proches. Il a été tiré de force de son lit de l'hôpital Ngaliema, où il a été admis à la suite des coups reçus de ceux qui sont venus l'arrêter

et qui l'ont gardé pendant quelque temps, avec près de deux dizaines de personnes trouvées chez lui. Mis en prison depuis, son état ne se serait jamais amélioré. Pire, il est devenu plus inquiétant pour ses proches et toutes les personnes qui l'ont vu ces derniers temps. C'est donc cette aggravation de sa situation sanitaire qui a conduit à son internement dans le centre de santé de la capitale précitée. Dernièrement, ses avocats ont dénoncé le refus, par la direction de la prison centrale de Makala, de permettre



Franck Diongo dans son lit d'hôpital

à ce député incarcéré de se faire enrôler, alors que d'autres « prisonniers politiques » ont pu avoir leurs cartes d'électeur. « Cette condamnation ne lui avait pas dénié ses droits civiques et politiques », ont-ils fait savoir, notant que ces faits prouvaient à suffisance que sa condamnation était politique. Plus récemment encore, il lui avait été interdit le droit de visite de telle sorte que ses collègues députés et ses amis politiques qui ont tenté de lui rendre visite n'ont pas eu accès à lui.

Lucien Dianzenza

## ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

## Coordnatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

## Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonzo

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mbassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ÉCONOMIE NATIONALE

## Plus de 30 % de perte de valeur du franc congolais depuis le début de l'année

Les derniers chiffres de la Banque centrale du Congo (situation juillet 2017) révèlent une inflation qui a atteint la barre des 50 % en juillet dernier. Par ailleurs, la monnaie nationale a connu une dégradation préoccupante au cours de cette même période. Les autorités congolaises éprouvent des difficultés réelles à stabiliser le cadre macro-économique, et les effets se font ressentir sur les activités économiques nationales.

L'autorité monétaire éprouve de plus en plus de difficultés à intervenir pour la stabilisation du cadre macro-économique. Selon les statistiques, les réserves de change ne représentent plus que l'équivalent de 706 millions de dollars américains USD, soit 3 semaines d'importations. Toutefois, en dépit des paramètres au rouge, l'espoir reste de mise. En tout cas, du côté des autorités congolaises, l'on estime avoir réussi à équilibrer la balance budgétaire sans recourir à l'émission monétaire, plus communément appelé « planche à billet ». Cette pratique a contribué indiscutablement à la dégradation de la monnaie nationale dans les années de l'hyper-inflation de triste mémoire.

Beaucoup d'analystes pensent que la RDC se trouve aujourd'hui dans une situation très délicate à la suite de l'effondrement des finances publiques. Cela explique, selon eux, la démarche infructueuse du gouvernement de la République pour obtenir rapidement l'aide du Fonds monétaire international (FMI) en juillet dernier. Cette institution financière internationale a conditionné toute assistance par l'atterrissage en douceur du processus politique. Pour l'heure, il serait hasardeux pour le pays de se tourner vers d'autres partenaires, en raison des taux exorbitants qui risqueraient de représenter un lourd fardeau pour une économie en difficulté. L'instabilité de la monnaie nationale limite davantage les marges de manœuvre des autorités. À cause de la remontée de l'inflation, les taux domestiques sont hors de portée.

Laurent Essolomwa

## RDC

## Environ 450 mille réfugiés sur le sol congolais

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui donne ces chiffres estime l'enveloppe, pour mener à bien ses opérations dans le pays, à 263 millions de dollars américains. Mais elle n'a reçu des donateurs, jusqu'à ce jour, que 39 millions, l'équivalent de 17 % de l'enveloppe attendue.



Un camp de réfugiés dans l'est du pays (archives)

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué, dans son bulletin d'informations publié le 23 août 2017, que la RDC a enregistré sur son sol, jusqu'au 31 juillet 2017, 475 mille réfugiés. Ces personnes sont, a soutenu l'institution onusienne, toutes les nationalités confondues. Dans le détail, le HCR a précisé que le Rwanda comptait 245 mille réfugiés. Cependant depuis le début de l'année, plus de 5 mille réfugiés rwandais vivants en RDC ont été rapatriés dans leur pays. À en croire cette agence onusienne, outre les ressortissants du Rwanda voisin, la RDC compte également à ce jour 10 200 réfugiés centrafricains, plus de 80 mille sud-soudanais et près de 44 mille bu-

rundais. Pour le HCR, la majorité de ces personnes se trouve dans le camp de Lusenda, au Sud-Kivu. D'autres nationalités se trouvant dans la situation de réfugié sur le sol congolais sont notamment les Angolais, 661, et les Congolais de Brazzaville, 494. Le HCR a, par contre, relevé que 661 mille originaires de la RDC se sont réfugiés dans d'autres pays africains.

Pour subvenir aux besoins de ses opérations en RDC, le HCR affirme avoir besoin d'une enveloppe de 263 millions de dollars américains, alors qu'elle n'a reçu des donateurs, jusqu'à ce jour, que 39 millions, l'équivalent de 17 % de l'enveloppe attendue.

Lucien Dianzenza

## HÔPITAUX PUBLICS

## Bientôt du service minimum à la grève totale !

Les hommes en blouse blanche, qui se sont mis en « service minimum » depuis mai dernier en RDC sont sur le point de radicaliser leur position cette semaine si le gouvernement ne répond pas à leurs revendications sociales avec, à la clé, la révision de leur barème de rémunération au regard de la dépréciation de la monnaie locale.

Jusqu'à ce jour, le service minimum continue à être observé dans les formations médicales créant, de ce fait, un dysfonctionnement dans la prise en charge des malades. Dans les différentes structures sanitaires de la capitale, l'ambiance est plutôt inconfortable. Le personnel médical ne fait plus montre d'empressement pour secourir des patients obligés de faire avec un rythme de travail auquel ils ne sont pas habitués. Il faut déboursier gros ou encore user du trafic d'influence pour bénéficier de l'attention des médecins du reste indisponibles lorsque leur service est attendu. D'un pied lourd, ces hommes en blouses blanches, n'ayant visiblement pas le cœur à l'ouvrage, ne restent que le temps d'une consultation dans leurs ca-



Hôpital de référence de Kinshasa (ex Mama Yemo)

binets, préférant bosser dans des structures privées dont ils sont responsables ou engagés à temps partiel.

Depuis le mois de mai où le mouvement de grève a été enclenché, nombreux sont les médecins qui ont plié leur bistouri au grand dam des malades livrés à eux-mêmes. Pire, la tendance est de passer carrément du service minimum à la grève totale qui verrait les hôpitaux, tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays, fermer leurs portes. Il y a de quoi redouter une

telle éventualité dans la mesure où c'est la population qui va en pâtir. Mais, sur le terrain, le gouvernement ne donne suffisamment pas de garanties censées rassurer sur sa bonne foi dans la prise en compte des revendications des médecins. Celles-ci vont de la révision du barème de rémunération au regard de la dépréciation de la monnaie face aux autres devises à la réintégration des médecins injustement élagués des listes de paie depuis un an ou six mois, en passant par

la poursuite du « processus de la bancarisation de la paie des médecins ». En un mot, les médecins réclament l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles et, plus spécialement, dans les zones à risque.

Toutes ces revendications sont restées lettre morte au point de susciter quelques interrogations au regard surtout de l'immobilisme du gouvernement qui paraît ne pas prendre la mesure véritable de l'enjeu. Entre-temps, le dialogue engagé entre les repré-

sentants de l'exécutif national et les syndicalistes est loin d'aboutir. Les discussions sont toujours au point mort. Ce qui n'arrête d'irriter les médecins qui, chaque jour qui passe, font l'expérience amère de la misère dans leurs foyers. Désargentés, paumés jusqu'à la moelle, ils se sentent révoltés face à une situation sociale qui est loin de refléter leur statut social dans un pays qui ne leur accorde pas la place qu'ils méritent. La crispation est telle que les deux syndicats les plus en vue, en l'occurrence le Syndicat national des médecins (Synaméd) et le Syndicat des médecins de la RD-Congo (Syméco) ont résolu d'unir leurs forces pour avoir gain de cause dans leur quête du mieux-être. Les deux structures peaufinent d'ores et déjà des stratégies visant à renforcer davantage les modalités de la grève. « Dans le cas de nos affiliés, tous vont rentrer en grève radicale d'ici une semaine si le gouvernement ne répond pas à nos revendications », a prévenu le Dr Benjamin Bola, secrétaire exécutif du Syméco pour la ville de Kinshasa. Dossier à suivre.

Alain Diasso

## FICHER ÉLECTORAL

# Le cap de 40 millions d'inscrits déjà franchi

Près de quarante millions d'électeurs se sont inscrits sur les listes électorales depuis juillet 2016, à en croire la centrale électorale.

Alors que les opérations d'identification et d'enregistrement des électeurs sont en passe de se clôturer à Kinshasa - probablement d'ici le 26 août -, la centrale électorale est heureuse d'informer l'opinion tant nationale qu'internationale qu'elle a déjà atteint près de quarante millions d'électeurs inscrits. C'est le président de la Céni, Corneille Naanga, qui a annoncé cette nouvelle à l'issue de l'entretien qu'il a eu le 23 août avec le président du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA), Joseph Olenghankoy. Un record pour cette institution d'appui à la démocratie qui a tablé sur quarante-deux millions d'électeurs au départ. C'est dire qu'elle se rapproche de l'objectif en atteignant le seuil de quarante millions d'électeurs, soit 95 % du taux réalisé.

Lancée depuis le 27 mai dernier, l'actualisation du fichier électoral avait atteint sa vitesse de croisière en juillet à grand renfort d'une campagne de sensibilisation menée avec les partis politiques en synergie avec des leaders sociaux. En témoigne l'engouement constaté dans les divers centres d'inscription disséminés à travers la Répu-



Dans un centre d'inscription d'électeurs à Kinshasa

blique. De quoi réjouir le chef de la diplomatie congolaise, She Okitundu, qui met cette performance sur le compte des efforts fournis par le gouvernement.

Ce dernier, a-t-il expliqué le 23 août au Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, « *pourvoit seul aux différentes dépenses y relatives dans un contexte*

*du marasme socio-économique pour un montant estimé à 400 millions de dollars américains* ». Seul 6% du montant, a-t-il ajouté, est financé par les partenaires sur une somme de 123 millions de dollars américains prévus, pour la tranche de 2017-2019, dans le panier de fonds multipartenaires pour le

projet d'appui au cycle électoral au Congo (Parec).

Il ne reste plus qu'à la Céni d'amorcer le dernier virage. Celui-ci consiste en l'enrôlement dans les provinces du Kasai et Kasai-Central ainsi que dans les deux territoires de Lwilu et Kamiji. La fin du processus d'enrôlement des électeurs à

Kinshasa devrait en principe coïncider avec la publication du calendrier électoral selon la promesse faite par Corneille Naanga qui l'avait envisagé d'ici fin août. Une promesse qui ne sera pas tenue dès lors qu'au Kasai, l'enrôlement des électeurs est en passe de débuter.

**Alain Diasso**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## FORUM AFRICA 2017

## Les investisseurs africains présents à Charm el-Cheikh

Le chef de l'Etat égyptien Abdel Fattah al-Sissi veut tourner l'économie de son pays vers l'Afrique. C'est lors du sommet tripartite de 2015 qu'il a manifesté ses nouvelles ambitions africaines. Il présidera le Forum Africa 2017 prévu du 7 au 9 décembre à Charm el-Cheikh en Egypte, en présence de ses homologues et des hommes d'affaires.

Plus de 1000 délégués y sont conviés pour discuter autour du commerce et des investissements africains sur le thème «promouvoir le commerce et les investissements en Afrique». Ce Forum sera l'occasion de «renforcer l'engagement de l'Égypte d'améliorer l'intégration économique et culturelle de l'Afrique et de stimuler les investissements dans l'une des régions du monde qui connaît une très forte croissance», indique une source. Pour la ministre égyptienne des Investissements et de la coopération internationale, Sahar Nasr, il existe une véritable opportunité africaine fondée sur des réformes favorables aux affaires sur l'ensemble du continent.

«Ce Forum a pour objectif la promotion des investissements sur notre continent, en particulier les investissements transfrontaliers. En Égypte, nous avons entrepris un ambitieux programme de réformes économiques et amélioré le climat des affaires et la compétitivité», a-t-elle poursuivi. Avant d'ajouter : «ces efforts vont de pair avec notre volonté de jouer le rôle de passerelle stratégique entre l'Afrique et le reste du monde».

Ce forum sera l'occasion pour l'Égypte, de présenter ses projets, notamment la construction d'une nouvelle capitale à 45 km du Caire, plusieurs projets de zones économiques spéciales et de zones industrielles le long du Canal de Suez. «L'Afrique et, en particulier, la région Comesa, continuent d'offrir quelques-uns des meilleurs retours sur investissement du monde». Une journée du forum sera consacrée aux Jeunes entrepreneurs africains.

Noël Ndong

## CENTRAFRIQUE

## Un haut responsable de l'ONU insiste sur des signes avant-coureurs de génocide

Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a affirmé mardi devant le Conseil de sécurité qu'en Centrafrique, où s'étendent des violences, il existe depuis quelque temps des signes avant-coureurs de génocide.

Ce haut responsable de l'ONU s'exprimait lors des discussions fermées à la presse, qui ne figuraient pas à l'agenda officiel du Conseil de sécurité, mais avaient été réclamées en urgence par la France. «Stephen O'Brien a répété ce qu'il a dit», début août lors d'une réunion à l'ONU, a rapporté un diplomate.

Lors de cette précédente réunion, le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires, qui rendait compte d'un récent voyage mené en Centrafrique avait tiré la sonnette d'alarme contre la multiplication des violences dans ce pays. «Les signes avant-coureurs de génocide sont là», avait-il déclaré, en réclamant davantage de mi-

litaires et policiers pour l'opération de paix de l'ONU (Minusma) dans ce pays. Après cette mise en garde, les propos de Stephen O'Brien n'étaient pas restés sans réaction au niveau de l'ONU. Bien au contraire, ils avaient suscité un remous au sein de l'organisation, qui regrette toujours de n'avoir pas su prévenir le génocide survenu au Rwanda en 1994.

En Centrafrique, les Nations unies maintiennent quelque 12.500 militaires et policiers pour aider à protéger les civils et soutenir le gouvernement du président Faustin-Archange Touadéra, élu l'an dernier.

Selon ce haut cadre de l'ONU, cité par un diplomate de cette institution, le nombre de déplacés dans le pays atteint aujourd'hui «600.000, soit 40% de plus que l'an dernier». «Le responsable de l'ONU a aussi mis en garde le Conseil de sécurité contre les violences qui visent les acteurs humanitaires sur le terrain, obligeant à suspendre plusieurs de leurs actions. Les violences

s'étendent dans le pays comme dans la région de Bangassou (sud-est)», a précisé le diplomate. «Des membres du Conseil de sécurité ont proposé une visite de cette instance en Centrafrique pour qu'elle se fasse une idée plus précise de la situation», a indiqué un autre ambassadeur.

En août, Stephen O'Brien avait exhorté le Conseil de sécurité à «agir maintenant, ne pas réduire l'effort de l'ONU et prier pour ne pas voir à vivre en le regrattant». Mardi, il a réaffirmé que l'objectif de 497 millions de dollars pour financer l'aide humanitaire destinée cette année à la Centrafrique était loin d'être atteint. La République centrafricaine a basculé en 2013 après le renversement de l'ex-président François Bozizé par les rebelles Séléka pro-musulmans, entraînant la contre-offensive de groupes anti-balaka, majoritairement animistes ou chrétiens. Le contrôle des ressources naturelles est aussi un enjeu des violences.

Nestor N'Gampoula

## UNE NOUVELLE ÉCOLE À NGAMAKOSSO

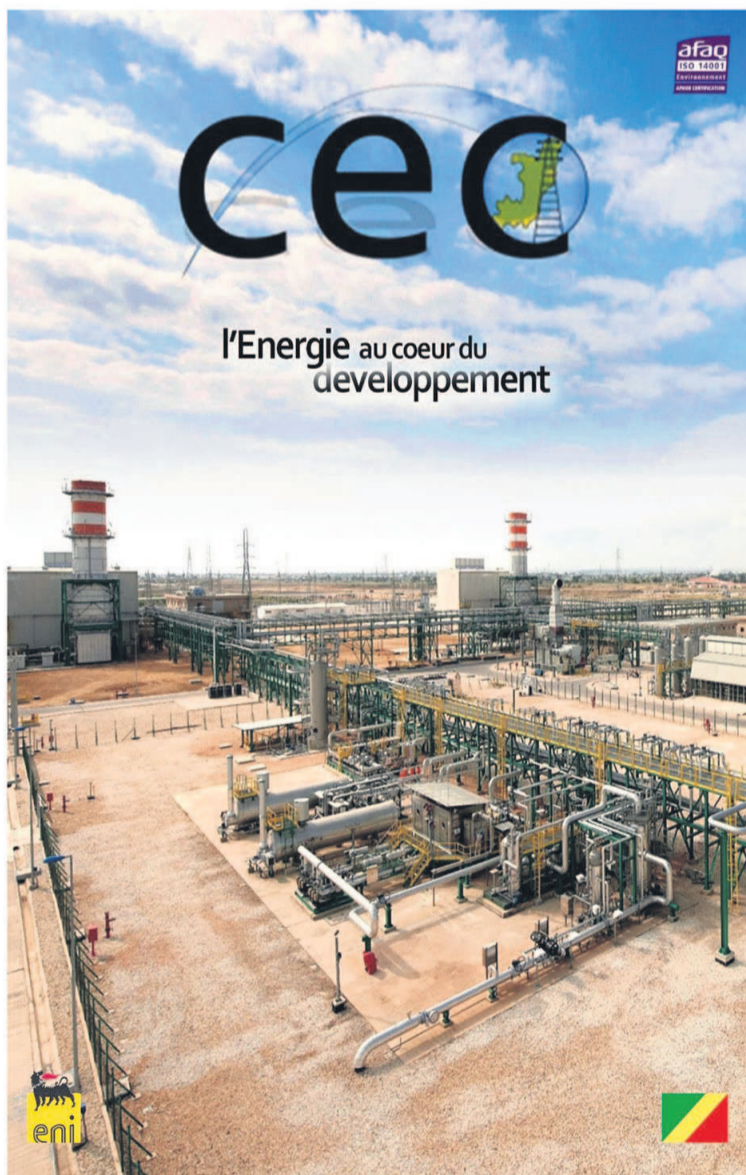
Brazzavilloises, Brazzavillois

Chers parents,

Soyez les premiers à inscrire vos enfants à l'école Fruits d'Or. Nous avons l'expertise qu'il faut, les conditions idéales pour les former et en faire des cadres de demain.

Ecole Fruits d'Or, 633 rue Mpassa, Ngamakosso, arrondissement 6 Talangai. Téléphone : 06.043.68.34 / 05.525.99.12

Ecole Fruits d'Or ; «Bâtir Un Bel Avenir Pour Nos Enfants».



## Notre engagement pour l'environnement

C'est avec grand plaisir que nous portons à la connaissance de tous que la Société Centrale Electrique du Congo S.A. a obtenu sa certification ISO 14001:2015 démontrant ainsi son engagement pour le respect de l'environnement.

ISO 14001 est une norme convenue à l'échelle internationale qui établit les exigences relatives à un système de management environnemental.

Elle prévoit de fournir un cadre aux organismes afin de protéger l'environnement et de répondre à l'évolution des conditions environnementales en tenant compte des besoins socio-économiques ; Elle prévoit par ailleurs la nécessité de s'inscrire dans une dynamique d'amélioration continue de la performance environnementale.

ISO 14001 permet à un organisme d'envisager toutes les questions environnementales liées à ses opérations, telles que la pollution atmosphérique, la gestion de l'eau et des eaux usées, les nuisances sonores et visuelles, la gestion des déchets, la contamination du sol, l'atténuation des changements climatiques ainsi que l'adaptation et l'utilisation efficace des ressources.

Il s'agit de planifier, de réaliser, de vérifier et d'agir à travers :

- Une plus grande implication de la Direction;
- La mise en œuvre d'initiatives proactive pour préserver l'environnement de tout préjudice et de toute dégradation;
- L'adoption d'une perspective de cycle de vie, pour que les aspects environnementaux soient abordés dès la conception jusqu'à la fin de vie;
- Le respect aux exigences légales et réglementaires, actuelles et futures.

La CEC s'engage à travers sa production à réduire l'émission de gaz à effet de serre de deux manières :

- Le cycle combiné;
- La turbine en mode pré-mix.

La Direction

## GOUVERNEMENT

## Qui est le nouveau ministre Dieudonné Moyongo ?

**Nommé par décret présidentiel 2017-376 du 22 août 2017, le nouveau ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, est administrateur en chef des SAF 12<sup>e</sup> échelon**

Né le 21 décembre 1958 à Dongou dans le département de la Likouala, Dieudonné Moyongo a fait ses études primaires à l'école de Dongou entre 1964-1971 ; les collèges Etienne Monga de Dongou de 1971-1973 et Edouard Ombeta de Makoua de 1973-1975, puis le lycée Lumumba de 1975-1978.

Après l'obtention du baccalauréat (A4) en 1978 au lycée Emery Patrice Lumumba de Brazzaville, il est recruté à la fonction publique, le 18 mars 1982. Une année après son intégration, il bénéficie d'une bourse en ex-Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) pour aller poursuivre ses études supérieures. C'est ainsi que de 1983-1984, il étudie la langue russe à l'université de Donetsk, puis de 1984-1988, il est admis à l'institut d'Etat de culture de Karkhov. Il rentre au pays avec le diplôme de Master en pédagogie (option bibliothéconomie et bibliographie).

Cadre de maison, Dieudonné Moyongo a occupé tour à tour les fonctions de : directeur de la bibliothèque nationale du Congo ; directeur de la Banque internationale d'information sur les Etats francophones (organe de la Francophonie, section Congo) ; directeur par intérim du musée Marien-Ngouabi ; directeur général de la Culture et des arts ; coordonnateur national du Centre international des civilisations bantou (Ciciba) ; commissaire général du festival panafricain de musique (Fespam) ; conseiller aux arts figuratifs, Musées et expositions du ministère de la Culture et des arts ; directeur de cabinet par intérim du ministre de la Culture et des arts ; ambassadeur itinérant auprès du ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger.

Cet administrateur en chef des SAF de 12<sup>e</sup> échelon a une riche expérience professionnelle. Il a participé à plusieurs rencontres internationales, parmi lesquelles : l'assemblée générale de la Fédération internationale des Bibliothèques (Madrid) ; l'atelier

sur la conservation des documents (Dakar) ; premier forum international des bibliothèques nationales des pays francophones sur le dépôt légal (Bordeaux) ; la formation sur la société de l'information (Tunis) ; le séminaire sur l'informatisation des bibliothèques (Rabat) ; le séminaire sur les publications en série et Isbn à Abidjan (Côte-d'Ivoire) ; la 31<sup>ème</sup> session de l'assemblée générale de l'Unesco à Paris (France). L'actuel ministre de la Culture et des arts est chevalier dans l'ordre du mérite congolais en 2010 et officier dans l'ordre du mérite congolais en 2015. Il est marié, père de trois (3) enfants.



Dieudonné Moyongo (DR)

sur la conservation des documents (Dakar) ; premier forum international des bibliothèques nationales des pays francophones sur le dépôt légal (Bordeaux) ; la formation sur la société de l'information (Tunis) ; le séminaire sur l'informatisation des bibliothèques (Rabat) ; le séminaire sur les publications en série et Isbn à Abidjan (Côte-d'Ivoire) ; la 31<sup>ème</sup> session de l'assemblée générale de l'Unesco à Paris (France). L'actuel ministre de la Culture et des arts est chevalier dans l'ordre du mérite congolais en 2010 et officier dans l'ordre du mérite congolais en 2015. Il est marié, père de trois (3) enfants.

Bruno Okokana

## POOL

## L'APC optimiste sur le dénouement de la crise

**Dans une déclaration parvenue aux Dépêches de Brazzaville, le parti politique Action permanente pour le Congo (APC) que dirige Rodrigue Malanda-Samba se dit rassurant sur la fin de la crise prévalant dans le département du Pool.**

« Le président de la République demeure constant dans son engagement à garantir la paix et la sécurité institutionnelle. C'est pour cela qu'il rassure la population du Pool que "la nuit ne dure jamais éternellement. Le soleil finit par se lever" », indique l'APC.

Cette déclaration de l'APC fait suite au message prononcé par le chef de l'Etat congolais à l'occasion du 57<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Congo, célébré le 15 août dernier.



Rodrigue Malanda-Samba (DR)

« Le chef de l'Etat reconnaît que la dégradation de la situation économique et financière que notre pays traverse a des conséquences multiples. Mais, il relève le fait qu'elles ne constituent pas une catastrophe insurmontable ouvrant la porte à la chientit et autres comportements déviants qui sont ses corollaires », souligne l'APC.

Selon l'APC, le chef de l'Etat « prépare les Congolais à remporter la bataille contre la crise avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI) et des efforts coordonnés avec toute la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ».

Firmin Oyé

## GOUVERNEMENT

## L'OCDH qualifie de pléthorique

Le directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), Trésor Nzila Kendet a réagi à la publication du nouveau gouvernement, qualifiant celui-ci de « pléthorique et comportant les mêmes figures de l'ancienne équipe ».

« Comme nous attendions depuis quelques jours, ce fameux gouvernement vient d'être publié. J'ai l'impression qu'il y a contradiction entre ce que dit le président de la République et ce qu'il fait », a-t-il estimé.

« Récemment, à l'occasion de la célébration de la fête du 15 août, au regard de la situation économique devenue de plus en plus catastrophique, il a promis mettre en place un gouvernement dit de combat, d'action et d'efficacité. Déjà, quand il l'a dit, c'est qu'il a reconnu que ses précédents gouvernements n'étaient pas efficaces », a poursuivi le directeur exécutif de l'OCDH.

Pour lui, la nouvelle équipe gouvernementale publiée le 22 août comporte « les mêmes figures ». « Il y a eu à peine quelques départs. Je ne pense pas que ce gouvernement soit d'efficacité comme le chef de l'Etat nous a fait rêver », a-t-il renchéri.

Et de conclure : « En plus, c'est un gouvernement pléthorique. Au moment où la situation économique est préoccupante, nommer encore une équipe de trente-cinq membres, c'est impensable. De mon point de vue, le mieux serait plutôt de réduire considérablement les postes budgétaires pour se concentrer sur les priorités. On se pose des questions d'où viendront les fonds pour alimenter ces postes budgétaires. Franchement nous sommes déçus ».

Firmin Oyé

## TERRORISME

## Le Tchad donne dix jours au personnel de l'ambassade du Qatar de quitter le pays

**Reprochant au Qatar de déstabiliser le Tchad, les autorités tchadiennes ont décidé mercredi de fermer la représentation diplomatique de ce pays et ont donné dix jours à son personnel de quitter le territoire tchadien.**

« Le ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance de l'opinion qu'en raison de l'implication continue de l'Etat du Qatar dans les tentatives de déstabilisation du Tchad depuis la Libye, le gouvernement a décidé la fermeture de l'ambassade, le départ de l'ambassadeur et du personnel diplomatique du territoire national », indique le communiqué du ministère. « Un délai de dix jours leur est accordé à cet effet », précise la source.

Plusieurs pays accusent les dirigeants qataris de soutenir le terrorisme international. C'est pour cela que le Tchad avait rappelé son ambassadeur au Qatar. Quelques jours plus tôt, soit le 5 juin, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Yémen et l'Egypte avaient annoncé la rupture de leurs relations diplomatiques avec Doha, en l'accusant de « soutien au terrorisme ».

En Afrique, plusieurs Etats avaient pris position dans cette affaire. C'est le cas du Gabon qui avait appuyé la décision de l'Arabie Saoudite et condamné « les agissements récurrents du Qatar en faveur du terrorisme ». Libreville avait alors invité le Qatar à se conformer aux accords internationaux en matière de lutte anti-terroriste. De même, solidaire à l'Arabie Saoudite, le Sénégal avait

rejoint la liste des Etats ayant rompu leurs relations avec le Qatar, tout comme la Mauritanie et les Comores.

Djibouti avait, de son côté, décidé de réduire sa représentation diplomatique dans l'Emirat. Une prudence compréhensible puisque le Qatar est le médiateur du conflit territorial qui l'oppose à l'Erythrée. Le Soudan et la Somalie avaient regretté la décision de certains pays arabes de rompre leurs relations diplomatiques avec Doha et appelé les parties au dialogue.

Par ailleurs, certains Etats du Maghreb avaient préféré la neutralité face à la pire crise diplomatique que connaît la région du Golfe depuis des années. C'est le cas du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, qui ont depuis lors opté pour le dialogue.

La récente crise diplomatique autour du Qatar semble avoir commencé les 20 et 21 mai, lors de la visite en Arabie Saoudite de Donald Trump. À cette occasion, le président américain, qui s'exprimait devant une cinquantaine de chefs d'Etat musulmans, avait désigné l'Iran comme l'adversaire absolu et pays soutenant le terrorisme. Dans son discours, Donald Trump avait manifesté son soutien résolu à la politique défendue par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis qui, avec Bahreïn et l'Egypte, sont opposés à la politique de l'Iran chiite, et aux Frères musulmans sunnites. Or, le Qatar entretient toujours de bonnes relations avec l'Iran et donne l'asile aux militants des Frères musulmans et du Hamas pourchassés chez ses voisins.

Nestor N'Gampoula

**UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT**

**regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr**

**LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE**

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

## DÉCENTRALISATION

## La bataille des mairies et conseils départementaux

Les conseils départementaux et municipaux tiennent simultanément, ce 24 août, leurs sessions inaugurales respectives dans tout le Congo. Moment important de la démocratie locale, ces sessions ont pour principal enjeu l'élection des dirigeants des conseils départementaux et des maires des principales communes du pays.

À Brazzaville et Pointe-Noire, le départ des maires sortants, Hugues Ngouelondélé devenu ministre des Sports et Roland Bouiti Viaudo, le nouveau 2e vice-président de l'Assemblée nationale, garantit le suspense des votes que vont effectuer les élus locaux aujourd'hui.

Au total 1106 conseillers ont été élus lors de l'élection locale du 16 juillet dernier, organisée simultanément avec le premier tour des élections législatives. Le vote n'a cependant pas été organisé dans quelques localités du département du Pool pour cause d'insécurité. Cela fait que 21 des 61 élus locaux de ce département n'ont pas été élus. Le gouvernement s'en est remis à la juridiction compétente afin d'analyser la possibilité de prorogation des mandats des élus de l'ancienne législature dans ces localités.

La loi congolaise fixe à 30 jours minimum, le délai d'entrée en fonction des nouveaux conseillers, après leur élection. L'issue des votes de ce jeudi paraît pour le moins incertaine dans plusieurs grandes villes, à l'instar de Brazzaville, la capitale. Sur un total de 101 conseillers élus dans la ville, le Parti congolais du travail (PCT) serait crédité de 32 élus, alors que 38 conseillers sont élus sur le label d'indépendants dont une bonne partie est proche de l'UDH-Yuki (Opposition).

La Rédaction

## DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

## L'appui du PADE à nouveau sollicité par les artisans

Les transformateurs, coupeurs et scieurs du Groupement d'intérêt économique (GIE) de la chaîne de valeur « meubles en bois », mis en place par le Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE), sollicitent un appui financier de ce projet, pour devenir plus compétitifs sur le marché.

Le président du GIE, Dévoué Bonaventure Boukaka Ouadiabantou, a fait cette doléance au directeur du Fonds d'appui à coûts partagés (FACP), unité opérationnelle du PADE), Sékou Camara, lors d'une mission de suivi et évaluation des activités financées par ce fonds, menée le 23 août à Brazzaville.

« Je remercie le FACP pour avoir organisé des formations à notre profit. Grâce aux nouvelles techniques acquises, nous sommes désormais capables de proposer des meubles concurrentiels avec de bonnes finitions. Les connaissances que nous avons acquises nous ont également permis de présenter nos meubles tant appréciés, au salon des métiers du bois de Brazzaville », a indiqué le président du GIE chaîne de valeur « meubles en bois ». Ajoutant : « Nous voulons continuer dans cet élan, afin de conquérir le marché local inondé à 80% par des produits étrangers. Pour y parvenir, nous avons besoin d'un appui complémentaire du FACP. »

Notons que pour soutenir cette

chaîne de valeur, le FACP a mis à leur disposition; un manuel de procédure en gestion administrative, financière et comptable ; renforcer leur capacité en menuiserie, en technique de finition. Par le biais de ces formations de renforcement de capacités, ces ou-

« Je remercie le FACP pour avoir organisé des formations à notre profit. Grâce aux nouvelles techniques acquises, nous sommes désormais capables de proposer des meubles concurrentiels avec de bonnes finitions. Les connaissances que nous avons acquises nous ont également permis de présenter nos meubles tant appréciés, au salon des métiers du bois de Brazzaville »,

vriers ont appris à calculer le nombre de cubage de bois nécessaire pour la réalisation d'un quelconque meuble. « On ne perd plus de bois comme auparavant, depuis qu'on nous a appris la technique appropriée », s'est réjoui un bénéficiaire.

Satisfait de constater que toutes les

formations ont été suivies d'effet, le directeur du FACP a déclaré : « Le Congo est un pays qui dispose d'un grand massif forestier. Malheureusement, 90% des meubles sont importés. Donc, dans le cadre de la diversification de l'économie, nous nous sommes intéressés aux secteurs de la transformation du bois en appuyant ces opérateurs afin qu'ils deviennent des PME performantes. Dans l'éventualité d'un PADE II, nous espérons continuer ces appuis pour réduire l'importation des meubles au Congo ».

Dans le but de permettre au Congo de diversifier son économie, le gouvernement avait installé le PADE, cofinancé par le Congo et la BM respectivement à hauteur de 50%. Ce projet se clôture en décembre prochain. Le FACP a été, cependant, mis en place pour améliorer la compétitivité des PME/PMI congolaises, et développer le marché local. Outre la chaîne de valeur « meubles en bois », le PADE a constitué et appuyé d'autres groupements d'intérêts économiques évoluant notamment dans les MBTP. La société Bayo fait également partie des bénéficiaires. Le coût global des appuis apportés à ces GIE est estimé à plus de 110 millions de FCFA.

Lopelle Mboussa Gassia

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



  
**BUROTOP IRIS**

# BUREAU + Chaise à roulette \*

**149.000  
FCFA HT\***

  
**BUROTOP IRIS**

# BUREAU + Chaise à roulette \*

**149.000  
FCFA HT\***

4, Avenue Cardinal Emile BIAYENDA - Centre Ville - Brazzaville/ Tél. 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
Avenue Moe Katt Matou, après le Rond Point Kassai - Pointe-Noire / Tél. 04 453 53 53 - 05 605 60 56

\* Image non contractuelle



**AVIS DE RECRUTEMENT**

Une institution financière de la place recrute des Gestionnaires de comptes

**PROFIL RECHERCHE :**

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle minimum dans le métier ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout;
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

**COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :**

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

[recrutement.talent@yahoo.com](mailto:recrutement.talent@yahoo.com) au plus tard le **31 Septembre** 2017 à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

**AVIS DE RECRUTEMENT**

Une institution financière de la place recrute un agent de trésorerie.

**PROFIL RECHERCHE :**

- BAC + 4 en Finance, Economie ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception peut-être faite pour les jeunes détenteurs d'un master (BAC+5) avec mention d'un pays de l'OCDE ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, dans l'un des pays de l'OCDE ou en Chine;
- Avoir de bonne connaissance du métier de la finance, du marché financier ainsi que du marché de capitaux;
- Avoir de bonne connaissance dans le domaine mathématique et logique ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une parfaite maîtrise du pack office ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout non négligeable ;
- Avoir le sens des responsabilités et des initiatives ;
- Avoir de bonne compétence en communications.
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux, dynamique et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

**COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :**

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

[recrutement.talent@yahoo.com](mailto:recrutement.talent@yahoo.com) au plus tard le **31 Septembre** 2017 à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Une institution financière de la place recrute un Gestionnaire RH, Chargé de la Paie de l'Administration du Personnel et des Œuvres Sociales.

**Qualifications requises :**

- Bac + 3 en Finance, Gestion Financière et Comptable, Gestion des entreprises, Management des Ressources Humaines;
- Avoir une expérience cumulée d'au moins 3 ans dans le domaine de la Paie, de l'Administration du personnel des Œuvres Sociales et des Ressources Humaines en générale ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir une maîtrise parfaite des outils de Gestion des Ressources Humaines ;
- Avoir des notions de Comptabilité et de fiscalité ;
- Avoir une très bonne maîtrise du logiciel de paie (SOPRA BANKING ou DELTA BANKING) et de Microsoft Office serait un atout;
- Savoir superviser l'organisation de la paie, établir les fiches de paie et les versements de salaire,
- Avoir de très bonne aptitudes organisationnelles et une excellente capacité d'administration
- Savoir préparer tous les documents réglementaires liés à la gestion du personnel
- Savoir élaborer les tableaux de bords sociaux permettant de suivre l'activité du personnel (absentéisme, rémunération, congés...)

- Savoir collaborer avec les institutions sociales et administratives
- Savoir garantir l'application de la réglementation sociale et des obligations légales au sein de l'établissement
- Avoir le sens du traitement approprié des données se rapportant au personnel (confidentialité, protection des données)
- Avoir de très bonnes connaissances en français, la maîtrise de l'anglais ou du chinois serait un atout;
- Etre autonome et capable de travailler sous pression
- Avoir le sens des relations humaines, un bon esprit d'écoute et des aptitudes en gestion de conflits serait un plus ;
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

**COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :**

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
  - Références des deux précédents employeurs
- Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante : [recrutement.talent@yahoo.com](mailto:recrutement.talent@yahoo.com) au plus tard le 01 Septembre 2017 à 17h.
- Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.



**IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO**

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMERIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLE
CONCEPTION GRAPHIQUE



**UNE LARGE GAMME DE PRODUITS**



**Presse**

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux

**OFFSET**

Chemises à robot  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
[imp.bc@adac-congo.com](mailto:imp.bc@adac-congo.com)

SA, Boulevard Denis Sordani - Kinshasa  
Brazzaville - République du Congo